

Intervention mobilisation 1^{er} Avril 2025

Chers collègues, chers camarades,

Aujourd'hui, nous sommes mobilisés pour dénoncer une situation devenue intolérable.

Les conditions de travail dans le secteur de la santé, du sanitaire, du social, du médicosocial, de l'aide à domicile, de l'insertion... continue de se dégrader. Nos salaires restent bloqués et ce depuis 30 ans et maintenant nos employeurs veulent nous imposer une convention collective unique qui détruirait nos droits.

Les employeurs, regroupés sous AXESS (FEHAP et NEXEM) tentent d'imposer une CCUE qui détruirait nos acquis sociaux. Cette nouvelle convention collective unique ne vise qu'à casser nos droits et précariser encore davantage les salariés. Elle menace tout ce que nous avons conquis par nos luttes :

- La fin du salaire basé sur les diplômes et l'ancienneté, remplacé par « un salaire au mérite », au bon vouloir des employeurs, mettant fin à la reconnaissance de nos qualifications.
- Le temps de travail allongé avec des journées de 12 heures, des semaines pouvant aller jusqu'à 48 heures selon leur bon vouloir
- Une annualisation généralisée, imposant une flexibilité extrême et instable.

- Les congés trimestriels sacrifiés à 6 jours par an au lieu de 18 jours actuellement
- Le repos quotidien réduit avec plus que 9 heures de repos entre 2 journées au lieu de 11 heures.
- La baisse des garanties de prévoyance ce qui signifie moins de protection pour les salariés.

Ce qu'ils nous vendent comme convention de haut niveau n'est en réalité qu'une convention CANIVEAU !!

Leur seul but, faire des économies sur le dos des travailleurs au détriment des personnes accompagnées.

Mais aujourd'hui, notre mobilisation est nationale !

Partout en France, des établissements se lèvent pour dire NON à cette régression sociale.

Aujourd'hui, une manifestation à lieu à Paris, devant le ministère, où nos responsables syndicaux nationaux seront reçus pour y faire entendre notre voix.

Nous sommes unis pour défendre nos droits, ici au Puy, et à Paris, devant les décideurs !

Nous refusons cette CCUE destructrice ! Nous exigeons des moyens pour notre secteur !

Dans le médico-social, nous refusons la généralisation du logiciel SERAPHIN PH qui vise la tarification à l'acte, qui conduira inévitablement à la destruction du secteur comme pour l'hôpital public.

Dans l'Aide à domicile, ces salariés de l'invisible sont les « petites mains » de nos anciens et sont les oubliés du gouvernement. Ils ne bénéficient pas du SEGUR alors que leur présence auprès des usagers est en continue et 7 jours sur 7. Ces salariés sont indispensables pour permettre un maintien à domicile et n'ont pourtant que des salaires de misère.

Les collègues administratifs et techniques du social public ne sont pas non plus assurés de la pérennité de la prime SEGUR.

Les écoles du travail social sont sous financées et fragilisées. Leurs salariés ne bénéficient toujours pas du SEGUR. Les formations et les diplômes du travail social sont attaqués et les apprenants en pâtissent.

Les négociations sur la politique salariale sont bloquées au national par les syndicats employeurs alors que nous avons encore des grilles de salaires infra smic et que les salaires du secteur sont bloqués depuis 30 ans.

Le gouvernement BAYROU illégitime a fait passer, en force, un budget pire que celui qui a conduit à la censure de son prédécesseur. Il a prévu encore plus d'économies sur le dos des travailleurs. Ce gouvernement doit entendre nos colères et nos légitimes revendications et arrêter de nous répondre par le mépris. Nous refusons que nos conquêtes sociales, ainsi que les budgets alloués à notre secteur qui doivent garantir l'accueil inconditionnel de tous les publics, et des moyens à hauteur des besoins, soient ratiboisés pour financer la guerre. Macron vient encore de signer 2 Milliards d'aides

militaires pour l'Ukraine pour prolonger la guerre et il faudra encore ajouter à cela 40 Milliards de plus par an pour le budget militaire. Nous refusons toute économie de guerre car celle-ci se fait toujours sur le dos des salariés, des pauvres, des malades, des publics accompagnés.

Alors ne lâchons rien ! Aujourd'hui, nous continuons de nous battre pour :

- L'augmentation générale des salaires
- Le versement des 183 euros pour TOUTES et TOUS et le maintien de son financement
- La défense de l'expertise et de la spécificité des établissements et services spécialisés et de l'accompagnement spécialisé
- L'amélioration de TOUTES les conventions collectives et le REFUS d'une convention collective unique au rabais
- Le financement des établissements à hauteur des besoins, y compris des centres de formation
- L'amélioration des conditions de travail, la création des postes nécessaires, la reconnaissance des diplômes
- L'abrogation de la réforme des retraites
- Le refus de l'école inclusive à tout prix qui nie aux enfants le droit à une prise en charge spécialisée
- Le financement des agréments salariaux
- Le versement des accords GUERINI à l'ensemble des salariés du médico-social (150 euros brut pour les salariés de nuit et 30 euros brut pour les salariés de jour)

Alors, dès maintenant, construisons ensemble la suite à donner à ce mouvement et organisons la riposte à cette politique guerrière, destructrice de nos politiques de soins et d'accompagnement.

Amplifions sur le plan national le rapport de force qui contraindra le gouvernement à céder.

Poursuivons et menons partout la discussion pour organiser collectivement la grève et sa reconduction jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Une délégation va être reçue par l'ARS pour déposer nos revendications.

Nous tentons depuis des mois d'avoir une entrevue avec le Conseil Départemental qui est aussi un financeur du secteur. Aucune réponse de leur part, seulement du mépris.

C'est tous ensemble que nous nous sommes mobilisés !

C'est tous ensemble que nous gagnerons !